

Coronavirus (COVID-19) : Des actions conjointes pour gagner la guerre

La pandémie à coronavirus (COVID-19) entraîne de très lourdes pertes en vies humaines et d'immenses souffrances au sein des populations. Il s'agit d'une crise de santé publique sans précédent de mémoire récente, une crise qui éprouve notre aptitude collective à réagir.

Cette pandémie amène la troisième et plus grave crise économique, financière et sociale du XXI^e siècle, après les attentats du 11 septembre 2001 et la crise financière mondiale de 2008. Le choc est double : il se concrétise par un arrêt de la production dans les pays touchés, qui porte un coup aux chaînes d'approvisionnement dans le monde entier, et par une chute brutale de la consommation s'accompagnant d'un effondrement de la confiance. Les mesures strictes appliquées à travers le monde, bien qu'essentielles pour maîtriser la propagation du virus, plongent nos économies dans une paralysie sans précédent et dont elles ne sortiront pas simplement ou automatiquement.

La priorité la plus urgente est de minimiser le nombre de décès et les effets néfastes de la maladie sur la santé humaine. Mais la pandémie a également déclenché une crise économique majeure qui va peser sur nos sociétés dans les années à venir. Dans bien des endroits du monde, de premières mesures ambitieuses ont déjà été prises, et il y a lieu de s'en féliciter, mais seul un effort de portée internationale collectif et coordonné permettra de relever le défi.

L'ampleur du choc que nous subissons actuellement introduit à elle seule une complexité inédite dans les prévisions économiques. Les *Perspectives économiques intermédiaires de l'OCDE*, publiées le 2 mars 2020, représentaient une première tentative pour prendre la mesure de l'impact probable du coronavirus sur la croissance mondiale, mais il semble désormais que nous soyons déjà bien au-delà du scénario le plus pessimiste envisagé alors. Le comportement des marchés financiers traduit l'extraordinaire incertitude créée par la situation. Il paraît de plus en plus probable que nous allons assister à des replis successifs du PIB mondial – ou des PIB régionaux – au cours du trimestre actuel de 2020 et des suivants. Et s'il est encore trop tôt pour évaluer l'impact qu'aura le coronavirus dans un grand nombre de pays en développement, en particulier dans les pays d'Afrique subsaharienne, il est clair que même si ceux-ci ont la chance de ne pas subir de plein fouet la crise sanitaire, ils vont en pâtir économiquement, comme ils avaient pâti de la crise de 2008. Nous observons de très près l'évolution de la situation et mettrons à jour régulièrement nos analyses.

La concomitance d'une crise sanitaire mondiale et d'une crise économique et financière majeure va mettre nos sociétés à rude épreuve. Même lorsque le pire de la crise sanitaire sera derrière nous, c'est à la crise de l'emploi qui s'ensuivra que les populations devront faire face. Bien avant la flambée de l'épidémie, l'économie mondiale avait déjà laissé paraître un certain nombre de facteurs de vulnérabilité sous-jacents qui risquent à présent d'accentuer le ralentissement de l'activité dû au coronavirus, notamment le niveau élevé de la dette des entreprises et les tensions commerciales entre les grandes économies. Les écarts de revenu et de patrimoine et les inégalités vis-à-vis de la stabilité de l'emploi sont aussi, dans de

nombreux pays, d'importants facteurs de vulnérabilité qui menacent de larges pans de nos populations. Dans les pays de l'OCDE, plus d'un tiers des ménages sont en proie à l'insécurité financière, ce qui signifie qu'ils pourraient sombrer dans la pauvreté s'ils se trouvent privés de revenu pendant trois mois. Quant aux restrictions aux échanges qui se sont multipliées ces dernières années, elles risquent non seulement d'entraver l'offre dans le domaine médical pourtant si nécessaire dans certaines situations, mais aussi de provoquer des ruptures dans les chaînes d'approvisionnement en denrées alimentaires ou autres biens et services essentiels. Plus globalement, elles accentuent le risque d'une poussée plus grave de la maladie ainsi que d'une récession plus profonde et plus durable.

L'heure est venue d'apporter des réponses immédiates et à grande échelle, qui doivent être adoptées à tous les niveaux, infranational, national et international. Ces réponses doivent être mises en œuvre sans plus attendre, en fonction d'échéances et d'impératifs différents, à savoir notamment : a) la nécessité urgente de faire face à la crise de santé publique ; b) la nécessité qui en découle de relever l'économie et de la remettre en mouvement ; et c) la nécessité, à plus long terme, de s'orienter vers de nouvelles approches de l'action publique pour réparer les dégâts produits et faire en sorte que nous soyons mieux préparés aux chocs futurs. L'OCDE mobilise ses compétences pluridisciplinaires pour éclairer et appuyer ces actions.

La crise du coronavirus a mis en pleine lumière les faiblesses de nos systèmes de santé, depuis l'insuffisance du nombre de lits en soins intensifs et des effectifs de santé jusqu'à l'incapacité de fournir des masques en nombre suffisant et de réaliser des tests dans certains pays, en passant par les défaillances observées sur le plan de la recherche et de la fourniture de médicaments et de vaccins.

Au-delà de la réponse immédiate en termes de politiques de santé, le monde doit prendre des mesures énergiques et ambitieuses pour atténuer le ralentissement de l'activité économique et protéger les plus vulnérables. Notre préoccupation doit être l'humain avant tout : les personnes les plus âgées comme les jeunes, les femmes comme les hommes, ceux qui ne disposent que d'un faible revenu, voire d'aucun revenu, les plus vulnérables qui sont déjà en difficulté et qui vont être le plus durement frappés.

Ce n'est qu'avec l'action immédiate, à grande échelle et coordonnée, que l'économie pourra être prête à redémarrer rapidement et vigoureusement. Il est encourageant de noter que beaucoup d'efforts et d'initiatives majeurs ont déjà été annoncés, mais le renforcement de la coordination internationale est primordial pour faire en sorte que ces initiatives produisent les meilleurs résultats possibles, qu'elles rassurent les marchés et apportent un soutien aux pays les plus vulnérables. La coordination entre les banques centrales mérite d'être saluée, la déclaration récente du G7 est porteuse d'un message fort et donne quelques orientations claires, et le G20 organisera une réunion extraordinaire virtuelle des Dirigeants la semaine prochaine, mais la coordination encore plus intense dans l'ensemble des domaines de l'action publique est une nécessité urgente.

L'OCDE appelle au déploiement d'efforts importants, crédibles et coordonnés au niveau international pour assurer les ressources nécessaires afin de faire face à l'urgence de santé publique immédiate ainsi que pour atténuer le choc économique et trouver le chemin de la reprise. Ces efforts doivent s'articuler autour de quatre axes :

1. **Les gouvernements devraient intensifier la coopération internationale en réponse au défi sanitaire.** Une coordination impressionnante sur le plan scientifique est à l'œuvre, mais elle doit être complétée par des mesures destinées à assurer que les vaccins et les traitements, lorsqu'ils auront été développés et produits, seront disponibles pour les populations le plus tôt possible. Si un vaccin contre le SARS-CoV-1 avait été mis au point, cela aurait accéléré le développement d'un vaccin pour combattre l'épidémie actuelle, sachant que les deux virus sont à 80 % similaires. Aujourd'hui, les organismes de réglementation (la FDA aux États-Unis, l'Agence européenne des médicaments, entre autres) devraient s'employer ensemble à supprimer les obstacles d'ordre réglementaire pour les vaccins et les traitements.
2. **Les gouvernements devraient promouvoir des politiques publiques communes, au lieu d'agir sans aucune coordination.** Ils devraient mobiliser sans délai les ressources nécessaires pour permettre aux économies d'atténuer l'impact négatif de la crise et accélérer la reprise, notamment en consacrant au plus vite des dépenses :

- a. aux soins de santé : utilisation intensive des tests ; traitement de tous les patients, indépendamment du fait qu'ils soient ou non assurés ; soutien aux personnels de santé ; rappel des professionnels de santé retraités et protection des groupes à risque ; intensification de la fourniture de masques, d'unités de soins intensifs et de respirateurs, entre autres ;
- b. aux personnes : dispositifs d'emploi temporaire, assouplissement des conditions d'obtention des prestations d'assurance chômage, transferts monétaires au profit des travailleurs indépendants et aides aux plus vulnérables ;
- c. aux entreprises : reports de paiement des charges et impôts, réduction ou report temporaire de TVA, accès élargi au fonds de roulement avec l'aide des lignes de crédit ou des garanties de l'État, dispositifs spéciaux de soutien aux PME, en particulier dans les secteurs de services et dans le secteur touristique.

Il conviendrait, une fois passé le pic de la crise, de donner la priorité à un programme d'investissement bien organisé – et coordonné entre les pays – notamment en faveur de la recherche dans le domaine de la santé, du développement et des infrastructures.

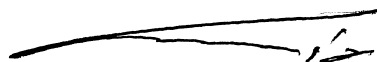
3. Les banques centrales ont déjà lancé des actions audacieuses pour soutenir l'activité économique, mais la réglementation et la surveillance financières sont également un domaine où la coordination pourrait donner des résultats plus satisfaisants. La dislocation de l'économie causée par la crise du coronavirus altère le fonctionnement des marchés financiers et fragilise les revenus et les bilans des banques. Une approche coordonnée du suivi, du diagnostic des tensions émergentes et de l'adoption de mesures d'ordre réglementaire aurait des résultats beaucoup plus positifs que des actions désordonnées et incohérentes.
4. Tout doit être mis en œuvre pour rétablir la confiance. Si la priorité doit être donnée à la maîtrise de la propagation du virus, il serait également utile de s'attaquer aux facteurs qui détérioraient la confiance avant même l'apparition du coronavirus, notamment en éliminant les restrictions aux échanges.

Aujourd'hui, dans le cadre de la réponse de l'OCDE à la crise, nous lançons une plateforme qui diffusera des informations actualisées et complètes sur les mesures prises par les pouvoirs publics des pays du monde entier, accompagnées de conseils dispensés par l'Organisation dans certains cas. Nous publierons en outre, dans le contexte de la crise du coronavirus, une série de notes de synthèse sur toute une palette de thèmes : vaccins, fiscalité, éducation, PME, etc. Nous espérons ainsi aider les gouvernements à apprendre les uns des autres en temps réel, faciliter la coordination et contribuer à l'action nécessaire d'envergure planétaire qui s'impose pour relever ce gigantesque défi collectif.

Dans notre économie mondialisée, de nombreux problèmes ne peuvent plus trouver de solutions à l'intérieur des frontières nationales, qu'ils concernent un virus, le commerce, les migrations, les dommages causés à l'environnement ou le terrorisme. Une action multilatérale a des retombées positives plus efficaces pour chaque pays que s'il avait agi seul.

Notre niveau d'ambition doit être à la hauteur du Plan Marshall – à l'origine de l'OCDE – et notre vision commune comparable au New Deal, mais désormais à une échelle mondiale.

Seuls le sang-froid, le sens de la discipline individuelle et collective, le renforcement de l'esprit de solidarité et le sentiment partagé d'un même objectif nous permettront de surmonter ces circonstances inattendues et difficiles.



Angel Gurría
Secrétaire Général de l'OCDE